

le mois

# Les guerres de Tchétchénie et le Caucase du Nord

Aude Merlin

*La première guerre (1994-1996), nationale, a été soutenue par les pays voisins, qui y avaient vu la possibilité, pour eux-mêmes, d'une libération. La seconde, par contre, a créé une zone de non-droit et de chaos, provoquant la crainte d'une déstabilisation régionale. L'intransigeance du pouvoir fédéral, qui est également intervenu directement dans l'élection des présidents des républiques voisines favorables à Moscou, a isolé la Tchétchénie. L'issue du conflit semble s'éloigner, et le recours au terrorisme pourrait être vu comme le seul moyen d'y mettre fin.*

---

Les récentes élections russes (législatives de décembre 2003, puis présidentielles de mars 2004) ont connu leur déclinaison locale au Caucase du Nord, région déstabilisée par le déroulement des deux guerres de Tchétchénie, la deuxième durant depuis 1999. Les élections ont donné des résultats très favorables au parti Unité, proche du président Poutine, puis directement au président Poutine lors des présidentielles. Si une spécificité historique existe dans cette région, le comportement des élites et ad-

ministrations locales vis-à-vis du pouvoir fédéral témoigne d'une crispation par rapport à la guerre toute proche. Alors que la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) avait été, dans une large mesure, interprétée par les pays voisins comme un symbole de résistance forçant l'admiration, la Tchétchénie, durant l'entre-deux-guerres (1996-1999) et après le déclenchement de la deuxième guerre en 1999, est devenue, peu à peu, synonyme de menace de déstabilisation régionale pour ses



ne le plus nombreux, et certains de leurs leaders ont, ces quinze dernières années, brandi cet argument pour appuyer leur projet d'hégémonie. Une des particularités des découpages territoriaux opérés par le pouvoir soviétique, dès les années vingt, consiste en tracés d'entités non homogènes ethniquement. Souhaitant « diviser pour mieux régner », les autorités soviétiques ont créé des entités pluriethniques, comprenant une importante composante russe. Ainsi, de la mer Noire à la Caspienne, on observait, en 1989, une gradation démographique où la part de Russes, très importante (68 %) dans la République des Adyghés (située dans l'ouest du Caucase du Nord), déclinait progressivement d'ouest en est. Elle n'était, toujours en 1989, que de 23 % en Tchétchéno-Ingouchie, et de 9 % au Daghestan. Ces chiffres ont changé depuis, les estimations évaluant aujourd'hui à moins de 2 % la part de Russes en Tchétchénie, après leur départ massif dû à la Révolution tchétchène, aux deux guerres et à l'entre-deux-guerres, très instable. Le pourcentage de Russes

en Ingouchie est à peu près semblable, et au Daghestan il a, semble-t-il, légèrement baissé. La question ethno-démographique est déterminante pour comprendre l'influence des deux guerres de Tchétchénie sur l'ensemble du Caucase du Nord.

### **REVENDEICATIONS NATIONALES**

Formulées à partir de la fin des années quatre-vingt, les premières revendications nationales tchétchènes diffèrent peu de celles d'autres peuples du Caucase, qui tentent d'articuler projets linguistiques, culturels, et revendications politiques et territoriales. Cependant, l'attitude frontale des indépendantistes tchétchènes représentés par le général Doudaev s'écarte bien vite de celle d'autres mouvements nationaux. La déclaration d'indépendance de Tchétchénie n'est d'ailleurs pas, en soi, un pas plus audacieux que celles émanant de leaders kabardes, balkars, ou encore de groupes ethnolinguistiques peu nombreux du Daghestan, mais la différence réside plus dans la façon de traiter ces revendications. Si l'on parle

de risques de « tchétchénisation » en Kabardino-Balkarie dès 1992 lorsque les leaders des mouvements nationaux kabarde et balkar frôlent l'affrontement armé, c'est que le cas tchétchène est appréhendé au Caucase du Nord comme une crise extrême. Une des premières conséquences en est la partition tchétchéno-ingouche de 1991-1992, suivie du conflit du Prigorodny<sup>1</sup>, opposant Ingouches et Ossètes, et souvent interprété comme une conséquence de la révolution tchétchène et une provocation de la part de Moscou pour attirer les indépendantistes tchétchènes dans l'affrontement. La fuite de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés ingouches du Prigorodny vers l'Ingouchie est un des phénomènes migratoires qui attisent les tensions dans la région.

Une succession de crispations entre le pouvoir fédéral et le pouvoir indépendantiste de Doudaev déclenche la première guerre de Tchétchénie (1994-1996). Côté russe, les méthodes employées sont non seulement contreproductives, mais elles ne font que précipiter l'affrontement : ni l'état d'urgence ni le blocus économique ne peuvent stabiliser la situation. Quant aux opérations militaires de décembre 1994, elles sont tellement violentes et indiscriminées (on évalue les pertes civiles de la première

<sup>1</sup> Territoire jouxtant Vladikavkaz, ce district faisait partie intégrante de la République de Tchétchéno-Ingouchie jusqu'à la déportation des Tchétchènes et des Ingouches en 1944, date où le district du Prigorodny est intégré à l'Ossétie du Nord. En 1957, lors de la restauration de la République de Tchétchéno-Ingouchie, ce district n'est pas restitué à la Tchétchéno-Ingouchie et devient un leitmotiv de la mobilisation nationale ingouche, à fortiori après la création de la République d'Ingouchie, séparée de la Tchétchénie. En 1992, après le vote par le Soviet Suprême de Russie (R.S.F.S.R.) sur la réhabilitation des peuples victimes de la répression, les autorités ingouches demandent la restitution de ce territoire. Cette demande étant refusée, un conflit éclate entre les deux parties, au cours duquel les forces fédérales soutiennent ouvertement la partie ossète.

guerre de 50 000 à 100 000 morts) qu'elles suscitent un ralliement d'une grande partie de la population de Tchétchénie aux idées de libération nationale qu'incarne Doudaev, alors que celui-ci était assez peu populaire en Tchétchénie avant la guerre. La résistance tchétchène suscite auprès des voisins caucasiens une vague d'admiration et de soutien.

### LA PREMIÈRE GUERRE DE TCHÉTCHÉNIE

La première guerre survient dans le sillage de grands bouleversements politiques, économiques, et territoriaux au Caucase. La création des États indépendants du Caucase du Sud en 1991, les conflits d'Ossétie du Sud, d'Abkhazie, du Haut-Karabakh, du Prigorodny, interrogent la capacité de Moscou à maintenir un contrôle sur le Caucase. La Confédération des peuples du Caucase, créée en 1989 en écho à l'éphémère République indépendante des Montagnards (1918-1921), rassemble les peuples les plus importants du Caucase du Nord et sert essentiellement de réservoir militaire: les groupes de combattants volontaires qui affluent vers l'Abkhazie en 1992 en sont souvent issus. Si la Confédération symbolise une solidarité retrouvée au Caucase, il n'échappe à aucun leader nord-caucasien

que D. Doudaev souhaite l'utiliser comme plate-forme pour as-soir une domination tchétchène sur la région. Cependant, ces leaders « tolèrent » dans un premier temps cette aspiration hégémonique, voyant dans une libération de l'ensemble nord-caucasien un moyen de poursuivre leur combat national propre.

### SOLIDARITÉ RÉGIONALE

La solidarité à l'égard de la Tchétchénie s'exprime par différents moyens. Peu avant la première guerre, l'académicien balkar M. Zalikhanov, député à la Douma d'État, se rend à Grozny pour tenter de persuader D. Doudaev d'empêcher la guerre. Parallèlement, les négociations menées entre D. Doudaev et S. Beppaev, balkar également, membre de la Confédération des peuples montagnards du Caucase, débouchent sur la promesse de Beppaev — qui s'avèrera éphémère — d'ouvrir un deuxième front contre les Russes, en cas d'éclatement de la guerre en Tchétchénie. La fluidité des alliances au Caucase conduit même à une situation « cocasse » au cours de l'été 1994: alors que, historiquement, la présence cosaque témoi-

gne du soutien à l'armée russe, Kozitsyne, ataman des cosaques du Don, signe avec Doudaev un pacte de non-agression. Cette diplomatie fait long feu, et la guerre éclatant le 11 décembre 1994, les voisins de la Tchétchénie sont amenés à se positionner par rapport au conflit.

Nombre de leaders militaires tchétchènes ont fait leurs armes durant la guerre d'Abkhazie — Chamil Bassaev, par exemple —, et peuvent compter sur quelques combattants d'appoint issus d'autres républiques du Caucase du Nord. Un bataillon ingouche, des combattants avars, tcherkesses, et d'autres encore leur prêtent main-forte. Si des volontaires slaves rejoignent la résistance, on n'assiste cependant pas à l'engagement du cercle cosaque dissident à ses côtés.

Durant la première guerre, les directions politiques et les populations témoignent également de leur solidarité vis-à-vis de la Tchétchénie: hostiles à cette guerre, qui cause de lourdes pertes civiles, et à l'enlèvement du pouvoir russe, elles mènent diverses actions de résistance et d'opposition, comme au Daghestan ou en Ossétie du Nord. L'opposition des

<sup>2</sup> Les Tchétchènes-Akkines, groupe de Tchétchènes descendant d'une des neuf grandes tribus fondatrices tchétchènes (toukhoums), sont, eux, intégrés au Daghestan depuis très longtemps. Ils furent déportés en 1944, continuent d'être assimilés aux Tchétchènes et se définissent d'ailleurs eux-mêmes comme Tchétchènes.

Tchétchènes-Akkines<sup>2</sup> au passage de l'armée russe, au Daghestan, peut ne pas surprendre; en revanche, l'attitude ossète étonne, eu égard à l'allégeance traditionnelle de l'Ossétie du Nord à la Russie. En décembre 1994, une conférence, organisée à l'initiative de figures politiques ossètes, condamne la politique russe en Tchétchénie et demande au président de refuser à l'armée russe le passage par l'Ossétie du Nord. En outre, les républiques voisines se montrent coopérantes dans l'accueil des réfugiés tchétchènes, comme en atteste la présence dans la région, durant les périodes des plus forts bombardements en 1995, de dizaines de milliers de réfugiés.

La faiblesse du pouvoir fédéral russe durant la première guerre et les indépendances au Caucase du Sud ont encouragé nombre de mouvements nationaux du Caucase du Nord à s'imaginer un avenir politique en dehors de la Russie. Cependant, la violence de la guerre et le chaos politique régnant dans la Tchétchénie d'après-guerre contribuent à inverser la tendance: aux yeux des voisins, le cas tchétchène devient alors un exemple à ne pas suivre. Au mieux, on peut tenter de recueillir, par procuration, quelques fruits de la victoire militaire tchétchène, en se réappropriant une fierté caucasienne vis-à-vis de Moscou. La leçon de la guerre

de Tchétchénie est que « jouer la carte russe » semble un pari plus bénéfique que celui de l'affrontement. En outre, la voie empruntée par la Tchétchénie ne fait bientôt plus rêver aucun voisin.

### UN STATUT AMBIGU

L'expérience de la pseudo-indépendance de la Tchétchénie entre 1996 et 1999, où criminalité, prises d'otages et chaos dominant la vie politique, et de l'incursion au Daghestan en août 1999, réduisent, voire anéantissent le soutien à la Tchétchénie. Elle se trouve dans une situation inédite dans l'espace russe, son statut étant perçu de façon opposée par les indépendantistes tchétchènes et les autorités russes.

D'un côté, les indépendantistes tchétchènes considèrent que la Tchétchénie est indépendante, au lendemain de la victoire des combattants en août 1996, qui aboutit au retrait des troupes russes. De plus, le refus des autorités tchétchènes de signer la Charte de la Fédération russe en 1992 et d'organiser les élections fédérales de 1993, 1995 et 1996, est invoqué en faveur de l'indépendance. Enfin, les accords de paix signés à Khassav-Iourt en août 1996, sui-

vis des accords de Moscou en mai 1997, stipulent que les relations entre la Russie et la Tchétchénie s'établiront sur les bases du droit international, ce qui, aux yeux des indépendantistes, confirme l'existence d'un État indépendant pouvant négocier sur un pied d'égalité avec la Russie.

De l'autre côté, les autorités russes considèrent que la Tchétchénie est toujours une République de Russie, alléguant sa mention comme sujet de la Fédération dans la Constitution russe de 1993, et le fait que, selon les accords de Khassav-Iourt, son statut définitif doit être tranché par référendum avant le 31 décembre 2001.

Cette ambiguïté de statut ne facilite pas le projet des autorités tchétchènes nouvellement élues<sup>3</sup> de construire un État. D'aucuns ont qualifié les accords de Khassav-Iourt de victoire militaire tchétchène cachant mal une défaite politique: en effet, à partir de janvier 1997, si les troupes russes ne contrôlent plus l'intérieur du territoire, le relais de la prise en charge des affaires tchétchènes par le pouvoir fédéral est assuré par d'autres « ministères-forces<sup>4</sup> »

<sup>3</sup> Le président de la République de Tchétchénie-Itchkérie, Aslan Maskhadov, est élu en janvier 1997, sous les auspices de l'O.S.C.E., par 59,6% des voix, contre les extrémistes Bassaev, Oudougov ou encore Iandarbiev.

<sup>4</sup> Les *silovye ministerstva* (ministères-forces) en Russie désignent les ministères de l'Intérieur, de la Défense, et le Service fédéral de la sécurité (F.S.B.)

peu désireux de voir se consolider un État tchéchène. Cette défaite politique tchéchène ne tarde pas à se révéler : Maskhadov ne contrôle pas le territoire dans son ensemble, ni certains des anciens chefs de guerre reconvertis dans le commerce des otages. Les appels à l'aide de Maskhadov auprès des forces russes restent sans réponse. Dans ce contexte, l'instauration de relations stables avec ses voisins caucasiens est pour la Tchétchénie un écueil, d'autant que, progressivement, la bienveillance qui avait présidé à l'accueil de réfugiés tchéchènes et l'enthousiasme qui avait suscité des vocations de combattants diminuent.

### **D'UNE GUERRE À L'AUTRE : DU SOUTIEN À LA CONDAMNATION**

Tout d'abord, les difficultés du nouveau gouvernement tchéchène à contrôler les réseaux de preneurs d'otages sont flagrantes : si ces derniers conduisent leurs « proies » vers la Tchétchénie où elles sont généralement détenues, ils en kidnappent une partie dans le reste du Caucase du Nord<sup>5</sup>, ce qui accroît l'inquiétude dans la région. Même si des connexions entre preneurs d'otages tchéchènes et services russes ont pu être confirmées lors des versements de rançons<sup>6</sup>, le symbole de la Tchétchénie comme zone de non-

droit et de criminalisation croissante se généralise.

Ensuite, le comportement des autorités tchéchènes dans leur politique extérieure naissante complique la donne : aux yeux de Grozny, priorité est donnée aux relations avec les États indépendants, qu'il s'agisse de la Géorgie, avec laquelle la Tchétchénie de Maskhadov tente de nouer des relations « d'État à État », de la Grande-Bretagne, où il effectue un voyage diplomatique<sup>7</sup> et à visées économiques, et, pierre d'achoppement récurrente, de la Russie qui reste, bien évidemment, l'interlocuteur — autant que l'obstacle — inévitable des Tchétchènes. Dans ce contexte, lorsque les autorités daghestanaises tentent de négocier avec la Tchétchénie des questions de transport ou de pâturages frontaliers, la réponse tchéchène est abrupte, considérant qu'un État indépendant ne peut discuter d'égal à égal avec un sujet de la Fédération.

Enfin, au Daghestan, l'évènement le plus traumatisant, d'autant plus sensible que l'altercation de la mi-décembre 2003 à

Chaouri<sup>8</sup> en a réactivé le souvenir, est l'incursion des chefs de guerre Bassaev et Khattab, le 7 août 1999. Même si elle n'est pas intégralement tchéchène (Khattab était Saoudien, et nombre de Daghestanais — Dargyines, Laks, Avars — faisaient partie de l'opération), elle est perçue comme telle. Pour les populations du Daghestan qui avaient accueilli de nombreux réfugiés, dont une partie est restée dans la région de Khassav-Iourt où vivent les Tchétchènes-Akkines, elle est vécue comme une trahison.

Laisant encore planer des doutes quant à son origine — pourquoi et comment deux-mille hommes armés ont-ils pu traverser la frontière tchéchéno-daghestanaise sans être arrêtés ? Y a-t-il un lien entre les fonds versés à Bassaev par B. Berezovski, alors éminence grise du Kremlin, et cette incursion « aventuriste » ? — et aux projets qu'elle servait, cette irruption a, quoi qu'il en soit, servi de prétexte à Moscou pour reprendre les opérations militaires en Tchétchénie en septembre 1999, et désolidarisé le Daghestan de la Tchétchénie. Le projet politi-

<sup>5</sup> Parmi les otages étrangers, des membres d'Equilibre, de M.S.F., du H.C.R., sont kidnappés à l'extérieur de la Tchétchénie.

<sup>6</sup> Voir, par exemple, A. Babitski, *Un témoin indésirable*, Robert Laffont, Paris, 2002.

<sup>7</sup> Même si son voyage s'effectue par Moscou, et que c'est son passeport russe qui lui permet de quitter la Russie.

<sup>8</sup> Un groupe d'hommes en provenance de Tchétchénie a tué une dizaine de garde-frontières daghestanais et pris quatre otages dans le district Tsoutsinskij.

que officiellement à l'appui de l'incursion armée était la création d'un État islamique tchéchénodaghestanais, permettant un accès à la Caspienne et un désenclavement de la Tchétchénie. Qu'en était-il des relations entre la Tchétchénie et le Daghestan? La Tchétchénie était-elle réellement le foyer à partir duquel l'islam politique a tenté d'étendre ses racines dans le Caucase du Nord?

### **LA GUERRE, FACTEUR D'ACCÉLÉRATION DE L'ISLAMISATION?**

La question de la diffusion de l'islam politique au Caucase du Nord est ambigüe. La plupart des sources de vulgarisation présentent volontiers la Tchétchénie comme plateforme d'implantation première de l'islam politique dans le Caucase du Nord; or, la capacité de résistance de l'islam soufi aux diverses tentatives d'implantation d'un islam politique en Tchétchénie, sur un terrain social précarisé par plus de dix ans de guerre et de chaos, a pu impressionner par sa constance. Ainsi, sur 700000 Tchétchènes — fragilisés psychologiquement, économiquement, socialement — on évaluait, dans l'entre-deux-guerres, à 3000 seulement le nombre de recrues « wahhabites ». Les connexions entre la Tchétchénie et le reste du Caucase du Nord,

en particulier les relations tchéchénodaghestanaises, sont-elles à sens unique? Quel lien établir entre la mobilisation de leaders religieux daghestanais, partisans d'un islam politique au Caucase musulman, et le conflit tchéchène, cible potentielle pour la diffusion et l'internationalisation du projet islamiste?

L'ouverture des frontières soviétiques en 1989 et la volonté de l'oumma musulmane de retisser des liens avec les « musulmans oubliés » d'ex-U.R.S.S. favorisent l'arrivée des premiers prédicateurs. C'est par le travail de théologiens daghestanais comme Akhtaev ou Bagaoutdine Kebetov, que l'islam politique se développe comme doctrine au Daghestan. À la fin des années quatre-vingt, les séjours de religieux daghestanais en Asie centrale soviétique, dans les *medrese* (écoles coraniques) d'Ouzbékistan, facilitent la redécouverte des textes et leur diffusion au Caucase.

Durant cette période, la volonté d'utiliser la religion comme ressource politique est fréquente. Mise à contribution dans la fabrication d'une nouvelle identité nationale, la religion est un des nouveaux enjeux de mobilisation, que D. Doudaev sollicite parfois, même s'il répète régulièrement que le projet d'indépendance tchéchène n'est pas religieux.

Dans un contexte de méfiance vis-à-vis des autorités religieuses officielles qui se trouvaient jusque-là sous le contrôle des organes de sécurité soviétiques, deux autres types de forces religieuses coexistent: les liens confrériques, moteurs d'une solidarité implicite; et les prédicateurs salafistes, bientôt qualifiés de wahhabites, venus de l'extérieur. Dans cette architecture complexe, les premiers prédicateurs comme Fathi, Jordanien d'origine tchéchène, jouissent d'une certaine écoute dans la population, même si la foi reste enracinée dans la pratique soufie, plus tolérante envers les coutumes locales et le culte des saints. Le renouveau religieux est plus important là où l'enracinement des pratiques soufies était le plus abouti: au Daghestan et en Tchétchénie.

C'est au Daghestan que la multiplication des mosquées est la plus spectaculaire, du fait d'une implantation très ancienne de l'islam (le Daghestan a été islamisé dès le VIII<sup>e</sup> siècle) et de l'afflux de financements en provenance d'Arabie Saoudite et d'autres États moyen-orientaux. De nouveaux imams sont formés, et de nombreuses mosquées rouvertes.

La vague d'islamisation ne s'arrête pas aux frontières daghestano-tchéchènes, mais celle qui a lieu en Tchétchénie se fait es-

sentiellement par une tentative de greffe de l'islam politique sur la résistance armée. Puisant dans les ressources historiques de la guerre de libération du Caucase par l'imam Chamil, qui avait cimenté la résistance par la conversion massive au muridisme, les combattants associent, comme au XIX<sup>e</sup> siècle, islam et libération nationale tchéchène. On est alors loin d'une « Tchéchénie plate-forme du djihad », même si un petit contingent de combattants étrangers prêtent main-forte à la résistance, apprenant, à l'occasion, des prières en arabe aux combattants tchéchènes.

Après la première guerre, des connexions existent entre la Tchéchénie et le Daghestan sur le terrain religieux, mais sur des modes différents. En Tchéchénie, le religieux est avant tout l'objet d'une instrumentalisation politique et le débat sur sa place dans la société n'est pas tranché. Pour répondre à leurs interrogations, les islamistes tchéchènes font appel aux ressources religieuses du Daghestan, où l'on distingue plusieurs orientations de l'islam politique dont les salafistes modérés, incarnés par Akhtaev, et les salafistes radicaux, incarnés par Bagaoutdine Kebetov. Dans ces deux courants, le religieux prime sur le politique, alors que le substrat qui guide la mobilisation tchéchène, c'est l'indépendance.

Durant l'entre-deux guerres, les oppositions politico-religieuses entre forces laïques et forces islamistes déchirent la Tchéchénie et divisent la société politique en deux camps : les affrontements de Goudermes, à l'été 1998, en sont le paroxysme, et leurs conséquences sont sanglantes. Akhtaev, sur l'insistance d'Oudougov, ministre tchéchène des Affaires étrangères projetant de créer un État islamique de Tchéchénie et du

Daghestan, accepte de devenir vice-président du mouvement « La nation islamique », et d'en diriger la Cour chariatique. Dans ce même état d'esprit, en août 1996, Z. Iandarbiev, président tchéchène par intérim, invite en Tchéchénie le salafiste daghestanais Bagaoutdine Kebetov pour qu'il y instaure la charia : sa venue provoque en Tchéchénie ce que le moufti Kadyrov qualifiera de schisme. Si Bagaoutdine, qui en-

**Soufisme** : courant populaire et mystique de l'Islam, qui s'est développé parallèlement à l'islam officiel. C'est sous la forme des confréries soufies que l'islam a pénétré au Caucase du Nord. La particularité mystique du soufisme a fait que les croyants caucasiens ont continué à pratiquer leur religion de façon personnelle, en échappant en grande partie aux persécutions mises en place par la campagne politique de l'athéisme militant. Le soufisme, de plus, par sa tolérance vis-à-vis des coutumes locales, s'est d'autant mieux implanté au Caucase du Nord-Est que les fidèles pouvaient continuer à observer leurs coutumes populaires.

**Muridisme** : de *murid*, « le disciple » : le muridisme désigne le processus d'adhésion à l'islam imposé par l'imam Chamil durant la guerre du Caucase au XIX<sup>e</sup> siècle.

**Salafisme** : de *salaf*, « pieux ancêtre ». Les salafistes souhaitent une application rigoureuse des textes sacrés. Au Caucase, ils cherchent à faire reculer la place des coutumes populaires traditionnelles au profit de l'islam pur. La presse russe a vulgarisé à tort l'appellation de wahhabites pour désigner les salafistes.

**Wahhabisme** : courant musulman, issu d'une réforme interne du courant hanbalite, un des quatre courants sunnites. Fondé au XVIII<sup>e</sup> siècle par Abd al Wahhab, ce courant se confond avec la dynastie saoudite, et dicte un retour strict aux textes originels, condamnant tout culte des saints, recueillement sur les tombeaux, etc. L'appellation de wahhabite pour désigner les salafistes survenus au Caucase du Nord s'est généralisée, mais elle est erronée, dans la mesure où les salafistes ne se réclament pas forcément de la doctrine d'Abd al Wahhab.



seigne depuis les années septante le retour à un islam dépouillé de ses oripeaux préislamiques et empreints de culture locale, proclame, de son côté, la création d'un État islamique du seul Daghestan (éventuellement au sein de la Fédération de Russie), les relations entre Tchétchénie et Daghestan sont, durant cette période, très fréquentes. Les connexions de Bagaoutdine avec la zone de Kadar, où se crée à partir de 1997 un « mini État chariatique » dans trois villages (qui recevront le soutien du pouvoir russe en la personne de M. Stepachine), et l'apparition, à Moscou, de maisons d'édition publiant de la littérature salafiste, montrent néanmoins que les convergences d'intérêt dépassent la seule Tchétchénie.

Le Congrès tchétchéno-daghestanais créé par Bassaev et Khattab en 1998 vient emboîter le pas à ces alliances antérieures, le mariage de Khattab avec une femme de la zone de Kadar consacrant un projet d'union théocratique tchétchéno-daghestanaise. Zone commode de non-droit, le territoire tchétchène devient parallèlement le refuge de nombreuses personnes poursuivies, dont

N. Khatchilaev, leader de la branche locale de l'Union des musulmans de Russie, inculpé à la suite de la prise d'assaut par ses hommes du bâtiment gouvernemental daghestanais en mai 1998.

Ces exemples montrent qu'il est difficile d'affirmer avec force une origine tchétchène au développement de l'islam politique au Caucase du Nord. Si des groupes de combattants ont en Tchétchénie embrassé le mot d'ordre islamiste durant le premier conflit, la pénétration de l'islam politique au début des années nonante dans le Caucase du Nord a été multifactorielle. La guerre a servi de tremplin à une radicalisation, restée somme toute limitée, même si une vague de retour à l'islam s'observe dans l'ensemble du Caucase du Nord de tradition musulmane, et qu'on observe en terre balkare comme en terre karatchaïe, l'apparition de petits foyers radicaux. Cependant, les éléments de déstabilisation d'autres régions du Caucase du Nord, comme la Karatchaévo-Tcherkessie lors de la crise politique de 1999, sont plus liés à des problèmes d'appartenance nationale et de changement de pratiques institutionnelles qu'à

la question religieuse, qui n'est donc pas le seul enjeu de mobilisation au Caucase du Nord.

La volonté du pouvoir russe de circonscrire hermétiquement le « cancer tchétchène », invoquant les risques de contagion de l'islamisme, a accéléré l'isolement de la Tchétchénie vis-à-vis de ses voisins immédiats, le Daghestan, puis l'Ingouchie.

### **LE CAUCASE DU NORD, GLACIS INSTAURÉ PAR MOSCOU ?**

Lors de la première guerre, les leaders nord-caucasiens avaient soutenu l'initiative de négociations à Nazran en juin 1996; les parlements des républiques nord-caucasiennes avaient adopté des résolutions contre la guerre. En septembre 1999, les tentatives du président tchétchène A. Maskhadov visant à identifier un médiateur caucasien pour des négociations, lors de rencontres avec le président ingouche R. Aouchev et le président ossète A. Dzasokhov, se soldent par une réaction inflexible de Moscou qui laisse entendre que les autres républiques du Caucase du Nord n'ont rien à voir avec un quelconque projet de négociations entre Russes et Tchétchènes. Progressivement, le pouvoir fédéral construit un mur invisible autour de la Tchétchénie, s'aliant les Républiques alentour par

<sup>9</sup> Ce processus n'a de normalisation que le nom, puisqu'aucune amélioration n'est observée en Tchétchénie depuis le début de ce processus en 2000. Combats et exactions continuent, avec, depuis l'automne 2003, une multiplication des exactions commises par des milices mixtes russo-tchétchènes, ce qui laisse entrevoir la tendance d'une « tchétchénisation » du conflit et d'un renforcement des risques de guerre civile.

l'instauration de fiefs politiques et économiques. L'Ingouchie et le Daghestan sont évidemment les zones les plus concernées, mais les autres Républiques du Caucase du Nord ne font pas exception. Ainsi, le duel Russie-Tchéchénie s'élargit à un troisième acteur, la région nord-caucasienne.

L'évolution des pouvoirs des Républiques du Caucase du Nord ne s'est pas faite sans la participation de Moscou : ainsi, le maintien, en 2002, des présidents A. Dzasokhov et M. Magomedov, à la tête des Républiques d'Ossétie du Nord et du Daghestan, est directement dû à l'intervention de Moscou. Sous une autre forme, le remplacement de R. Aouchev par M. Ziazikov, colonel du Service fédéral de sécurité (F.S.B., ex-K.G.B.) n'est rien d'autre qu'un choix du pouvoir fédéral visant à garantir un soutien de la part du pouvoir ingouche quant à la « normalisation » de la crise tchéchéne. Au Daghestan, l'immédiate proximité de la Tchéchénie et le traumatisme causé par l'incursion d'août 1999 sont invoqués pour justifier le maintien au pouvoir de Magomedov qui, contrairement aux préceptes constitutionnels, a fait proroger tous les deux ans ses mandats. La « main de Moscou », si elle a pu se manifester également au cours d'élections dans d'autres régions de Russie, dis-

pose d'un argument tout trouvé pour justifier la consolidation de son influence : éviter à tout prix la contagion du conflit dans la région. La méthode utilisée allie soutien politique explicite, partialité judiciaire et tolérance, sinon laxisme, face à la violation des règles constitutionnelles.

Ces exemples montrent la constitution d'une zone étanche autour de la Tchéchénie, par la mise en place de pouvoirs locaux favorables à Moscou.

## CONCLUSION

On peut, à l'observation des processus politiques, militaires et religieux qui se développent au Caucase du Nord depuis 1991, tirer deux séries de constats. D'une part, la guerre en Tchéchénie sert d'enjeu dans le Caucase du Nord : plus elle est interprétée comme facteur de déstabilisation régionale, plus le pouvoir russe peut brandir cet épouvantail pour raffermir son autorité dans la région. Les pouvoirs locaux des Républiques voisines ont, quant à eux, construit leur popularité en faisant valoir qu'ils ont pu éviter un scénario « à la tchéchéne », et ce d'autant plus efficacement qu'ils contrôlent les

médias. D'autre part, la différence de perception entre le premier et le deuxième conflit participe d'une évolution générale de la situation politique en Russie et de la construction d'un ennemi de l'intérieur. Plus l'ennemi est proche, plus le danger est menaçant. L'isolement total dans lequel se trouve la Tchéchénie, à la suite de l'établissement d'un cordon militaire, politique et médiatique autour de son territoire, laisse peu de place à une issue prochaine au conflit. La construction d'un discours stigmatisant antitchéchéne, servi par l'effet « d'aubaine » du 11 septembre 2001, renforce cet isolement. Si la résistance tchéchéne fut auréolée de gloire au Caucase du Nord durant la première guerre, cette image a été supplantée, à partir de 1999, par celle de terroristes, et les explosions<sup>10</sup> qui ont eu lieu dans le Caucase du Nord à partir de 1995 ont entretenu un climat d'inquiétude dans la région. Le recours à des actes de terrorisme pourrait bien être perçu, de l'intérieur, comme le seul moyen possible susceptible de rappeler l'ampleur de la tragédie et l'urgence à mettre fin au silence et au mensonge qui l'entourent. ●

<sup>10</sup> Toutes n'ont pas été le fait d'indépendantistes. Certaines ont été revendiquées par le chef de guerre Bassaev, d'autres sont à caractère criminel (règlements de compte économiques) ; d'autres encore, n'ayant pas donné lieu à des enquêtes sérieuses, laissent imaginer une « tolérance active » des services russes.